

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 20/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE**

ZI du Bois H+treil  
27340 Criquebeuf-Sur-Seine

Références : UDRD-2025-11-T-654  
Code AIOT : 0005801394

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE implanté Lieu-dit Les sablons 76530 Yville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est intervenue dans le cadre d'une action régionale visant au contrôle des conditions d'admission des déchets inertes non-dangereux au sein des carrières et des ISDI (installations de stockage de déchets inertes). Le contrôle a eu lieu de manière inopinée et un prélèvement des matériaux de remblai a été effectué au sein de la carrière à des fins d'analyses par un laboratoire accrédité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE

- Lieu-dit Les sablons 76530 Yville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005801394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière localisée dans la vallée de la Seine, sur la boucle d'Anneville-Ambourville, et qui extrait à sec puis sous eau, des sables et graviers provenant des formations alluviales anciennes. Une partie du site fait l'objet de remblaiement avec des matériaux, dont certains proviennent d'Ile de France.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 6
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence du registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet
2	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
3	Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage	Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article 2	Sans objet
4	Remblayage par des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
5	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats d'analyses ont mis en évidence, pour l'échantillon prélevé, le respect des valeurs limites réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 12/12/2024 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes que ce soit sur matériaux bruts comme pour les lixiviats. De plus, les valeurs seuils de dangerosité définies dans le guide de caractérisation de la dangerosité des déchets établi par l'INERIS en 2016 (mis à jour en 2024) sont également respectées. Le déchet analysé est donc bien un déchet inerte et non-dangereux.

CBN est autorisé à accepter cette nature de déchet. Aussi, aucune suite n'est proposée à la suite du contrôle.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Présence du registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets entrants

### **Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle sus-visée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la direc-

<p>tive 2008/98/CE relative aux déchets ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose bien d'un registre numérique des déchets entrants sur son installation. Le registre comprend les informations suivantes: la date de réception, le code déchet, la nature des déchets (terres et cailloux), le n° de bordereau de suivi de déchet (BSD), la quantité admise, les coordonnées GPS du chantier d'origine, le nom du producteur et ses coordonnées, le nom du transporteur et ses coordonnées, le code de traitement (R5) et les coordonnées GPS du lieu d'enfouissement sur la carrière. Le fichier mis en oeuvre avait été conçu pour permettre une alimentation automatique de la base nationale du registre national des terres et sédiments (RNDTS), dont le renseignement a pris fin en mai 2025 suite à la bascule vers la plateforme Trackdéchets.</p> <p>L'exploitant indique faire évoluer son outil interne pour l'adapter à Trackdéchets. Rappelons à ce titre qu'une période de tolérance du 1er mai jusqu'au 31 décembre 2025 est mise en place par le ministère afin d'accompagner les déclarants et pour tenir compte du temps d'adaptation nécessaire des outils internes. Aussi, l'ensemble des registres de l'année 2025 devront être transmis dans Trackdéchets de manière rétroactive au plus tard le 31/12/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Admission des déchets inertes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Documents d'acceptation préalable</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant: - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - l'origine des déchets; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point de contrôle avait déjà fait l'objet d'une vérification lors d'une précédente visite d'inspection le 8/11/2024. Il peut être rappelé les éléments suivants:</p> <p>L'exploitant dispose bien d'un registre de suivi des déblais entrants sur le site ainsi qu'un document d'acceptation préalable (DAP) qui renseigne sur le producteur du déchet, le transporteur, la</p>

<p>localisation du chantier, la nature du déchet et le code associé, la quantité en tonnes, une indication du mode de traitement final, des informations sur le chantier relatives à son potentiel de dangerosité, un engagement signé du producteur et la durée de validité dudit document.</p> <p>L'exploitant dispose en plus du DAP, d'un bulletin d'analyse fourni par le producteur. Les résultats sont par la suite renseignés dans un tableur développé par l'exploitant permettant de statuer ou non sur le caractère inerte et non-dangereux du matériau entrant.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs que les volumes de déblais issus de chantiers franciliens se sont taris: seule 1 barge a été livrée en 2025 (août), le reste des déchets sont issus de chantiers locaux régionaux acheminés par camions. 95 000t ont ainsi été réceptionnées à fin septembre 2025 contre 210 000t habituellement acceptées en admission annuellement. La projection à la fin de l'année de 2025 est d'environ 110 000t.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Résultat du prélèvement inopiné</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; - des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; - des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; - des déchets non pelletables ; - des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; - des déchets radioactifs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection était accompagnée d'une technicienne d'un laboratoire pour effectuer un prélèvement en vue d'une analyse pour vérifier le caractère inerte et non dangereux des matériaux admis.</p> <p>Le choix du lot a été effectué par sondage à partir du registre des matériaux récemment entrés sur la carrière en cours de remblaiement et donc encore accessibles à la date de la visite.</p> <p>En l'occurrence, il s'agit d'un lot de terre et cailloux présentant le code déchet 17 05 04 en provenance du producteur MBS (Matériaux Baie de Seine) acheminé par camions depuis Gonfreville l'Orcher. Ce lot de 30.02t (selon le bon de pesée) est entré sur l'installation le matin même de la visite, soit 14/10/2025 et a fait l'objet d'un DAP accepté le 3/10/2025 et valide jusqu'au 31/10/2025 (réf. n°0042-CBN-YSS-3022-2025-1031-AD). Selon ce DAP, ces matériaux sont issus de chantiers de déconstruction et d'excavations sur un site ayant accueilli des activités industrielles. Ils ont fait l'objet d'une analyse préalable du producteur (rapport d'analyse Agrolab n°1588311 du 8/8/2025) et d'un contrôle aléatoire de la part de CBN le 22/9/2025 (rapport AGROLAB n°BC4500591165).</p> <p>Les déblais ont donc été admis et mis en remblai sur le casier D8 de la carrière, hors d'eau.</p> <p>Les matériaux étant encore accessibles le jour de la visite, le prélèvement a pu être convenablement effectué pour analyse.</p> <p>Les résultats transmis le 24/10/2025 par le laboratoire mandaté par la DREAL révèlent (pour les es-</p>

<p>sais de lixiviation et sur contenu brut):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le respect de l'ensemble des critères fixés par l'arrêté ministériel du 12/12/2014, en contenu brut et sur éluat;</li> <li>- le non-franchissement des seuils de dangerosité fixés par le guide INERIS de caractérisation de la dangerosité de 2016 révisé.</li> </ul> <p>Le déchet, objet du prélèvement, est donc bien un déchet inerte et non-dangereux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Remblayage par des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, absence de matériaux interdits
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'être admis, tout chargement fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les déblais admis font l'objet d'un contrôle visuel à la pesée du camion. Lorsque les déchets sont acheminés par barge, ils sont directement déchargés sur le casier de remblaiement sans passer par le pont bascule, la pesée s'effectuant par le pigiste de la barge. Le contrôle visuel s'effectue donc lors du déchargement in situ.</p> <p>Lors de la visite, au droit de l'échantillon prélevé, il n'a pas été aperçu d'éléments étrangers à de la terre et des cailloux. Il n'a pas été vu de végétaux, plastiques, ferrailles, fibrociment amianté, ou d'enrobé dans le lot de déblais.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contenu de la procédure
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant</p>

tant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

**Constats :**

Comme vu lors de l'inspection du 8/11/2024, l'exploitant s'attache à recueillir les éléments d'information de la part du producteur afin de déterminer l'origine des matériaux admis en s'assurant qu'ils ne proviennent pas de sites contaminés, industriels, ou autres sites sensibles. Il vérifie les données transmises en effectuant un contrôle sur le site Infoterre (BRGM-Geobapa).

Par suite, sur la base d'une analyse préalable du producteur, il statue sur le caractère inerte du déchet avant délivrance du certificat d'acceptation préalable. Il a élaboré un tableur en interne lui permettant également de statuer sur la non-dangereux des matériaux en référence au guide Ineris de 2016 (mis à jour en 2024) et au règlement européen POP 2019/1021.

**Type de suites proposées :** Sans suite